

Tartagueule

à la récré



N° 164 Avril 2025 - Bulletin de la CNT Éducation Rhône et Ain avec le soutien de la CNT-PTT

1ER MAI: NI CHAIR À PATRON, NI CHAIR À CANON !

Ce 1er Mai 2025, Journée internationale de lutte pour les droits des travailleuses et des travailleurs, doit être l'occasion d'une mobilisation massive dans un monde en crise ou plane la menace de guerre impérialiste et capitaliste.

En envisageant la politique comme la rationalisation du vivre ensemble et l'économie comme l'une de ses composantes attachée à la production et la répartition des richesses il paraît évident que le libéralisme économique et le capitalisme, basés tout à la fois sur la prédation des richesses, l'exploitation des personnes et la mise à l'écart des pouvoirs publics ne garantissent pas, bien au contraire, un vivre ensemble respectueux de chacun·e. Élevées au rang de religion d'état, ces doctrines et l'application zélée de leurs préceptes sont à l'origine des crises qui secouent le monde sans parler du tarissement des richesses et de l'appauvrissement des populations.

Qu'elles soient sanitaires, sociales, écologiques ou politiques, ces crises sont du pain béni pour les fanatiques de ces modèles économiques et leurs auxiliaires du monde politique. Les tentatives peu convaincantes des gouvernements pour résoudre ces crises sont toujours assorties d'un plus grand contrôle des populations, de la suppression d'acquis sociaux soi-disant à l'origine de tous les maux, de l'amputation de droits sur lesquels nous devrions savoir nous asseoir. Loin d'être un accident et plus qu'une justification, une crise est un moyen.

La guerre n'a en cela rien de différent. Crise d'un niveau de tragédie extrême, elle est hyper rentable financièrement lorsqu'elle est loin. Il paraît même qu'elle pourrait relancer l'économie ! Et quand elle est aux portes c'est un moment de félicité absolue. Un moment d'inféodation totale des pouvoirs publics aux exigences des grandes patronnes. Au-delà des milliards qui sont offerts sans justification ou faux-semblant, les pires abominations liberticides sont promulguées, les contestations sont étouffées, la jeunesse est instrumentalisée et les plus fragiles abandonné·es. Et sur les ruines de

l'ancien monde, toutes les folies sont envisageables.

On l'a compris, sous le joug d'individualistes avides qui ne reculent devant rien, la population souffre au quotidien, souffre des crises dans lesquelles ceux-là même l'ont plongée pour en ressortir encore plus opprimée et recommencer. Mais ce n'est pas une fatalité. Nous avons les moyens d'imposer une autre vision du vivre ensemble où domination, discrimination, exploitation ne seraient que de lointains et mauvais souvenirs.

La journée du 1er mai porte en elle cet espoir. Fête du travail ? On fête ce qu'on veut quand on veut, pas besoin d'eux. Journée internationale de lutte pour les droits des travailleuses et des travailleurs, en voilà un programme. Une journée n'y suffira pas mais ce sont bien la solidarité des classes opprimées et son internationalité dans la lutte pour l'émancipation, le respect et l'égalité qui nous permettront enfin de voir des jours meilleurs. Les adorateurs de la finance profitent des atrocités de la guerre, faisons-la leur.

**Manif du 1er mai:
départ 10H30 à Garibaldi,
direction Bellecour.**

*toutes et tous en lutte
et dans la rue !*

*Pas de guerre
entre les peuples,
pas de paix
entre les classes !*



VISA: RÉSEAU SYNDICAL ANTIFASCISTE!

Formation d'un collectif intersyndical et antifasciste, Visa 69 Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes 69 a vu le jour quand le borgne s'est éteint.

VISA69 rassemble la CGT, CNT, CNT-SO, FSU, Solidaires, l'Unef, l'Unsa, et veut rassembler largement les organisations syndicales pour lutter contre l'extrême-droite. Le bilan géographique est sans appel : l'extrême droite progresse là où la représentation syndicale est la plus faible. Le collectif veut donc se donner des outils pour réagir et informer quand autour de nous s'étendent le racisme, le sexisme, les LGBTQIphobies, la haine de l'Autre, inconnu et déjà bouc-émissaire désigné. Il s'agit d'abord d'intervenir à partir des lieux et situations de travail. C'est donc une action complémentaire de celles des collectifs de lutte contre les violences comme Fermons les Locaux Fascistes, ou de collectifs pour le logement ou l'accès au droit. Concrètement, il y a d'abord un travail de

sensibilisation et d'information au quotidien et des événements militants réguliers. C'est aussi un travail de veille et de coordination entre les différentes organisations et Visa national. Enfin, quand une problématique ou un besoin s'exprime localement, on se met en mesure de proposer des formations et d'apporter des réponses avec un front unifié qui leur donne du poids. Les formations permettent de réfléchir à nos pratiques professionnelles bien sûr, mais surtout de stopper net les discours d'extrême-droite et la désinformation qui leur sert de fumier. Elles donnent des outils et des armes pour lutter contre les discriminations, qu'elles viennent des patrons, de collègues ou d'usagers. Une première projection a eu lieu à la Bourse du Travail le 12 mars avec une projection-forum autour de « On grève », un documentaire qui a suivi 1 mois de la grève des femmes de chambre de l'hôtel Ibis des Batignolles. Après ce coup d'essai, d'autres événements militants sont à venir, à suivre !

CONDITION DE TRAVAIL DES PERSONNES HANDICAPÉES

En tant que syndicat nous cherchons à défendre les travailleur-es et leurs droits, et il paraît important d'être d'autant plus vigilant-es au respect des droits des personnes handicapées. Bien que des lois, dont celle dont nous célébrons les 20 ans cette année, ont participé à améliorer les choses, il y a encore un long chemin à faire.

Une étude IFOP de 2024 a révélé que 75% des travailleur-es handicapé-es ressentent un frein à leur évolution professionnelle en raison de leur handicap ; que 62% estiment qu'il est difficile de trouver un emploi, contre 35% en moyenne et que 63% ont déjà dû changer de poste ou de métier pour adapter leur activité à leur handicap.

Comme s'il fallait travailler coûte que coûte, peu importe les envies et prétentions des gens ; lesquels doivent comme toujours faire des sacrifices et s'adapter. Ainsi 34% des travailleur-es handicapé-es ne sont pas satisfait-es des aménagements de poste mis en place pour faciliter leur travail. Il faut aussi ajouter qu'il est bien d'avoir des réformes et des lois, permettant aux personnes de postuler à des postes adaptés et parfois d'y accéder. Encore faut-il pouvoir ensuite travailler dans de bonnes conditions et ne pas subir de discriminations dans le cadre du travail. En effet, un certain nombre de personnes concernées par le handicap préfère ne pas faire valoir la reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé dans le milieu du travail pour que cela n'impacte pas négativement leur carrière. Certaines personnes, même, pour ces raisons, ne font pas les demandes pour obtenir la reconnaissance de ce statut et les droits auxquels elles peuvent prétendre. C'est qu'il ne faut pas oublier qu'il y a surtout une volonté de donner des chiffres pour montrer que l'on fait mieux qu'avant. Certes 66% des travailleur-es handicapé-es se disent satisfait-es des aménagements de poste mis en place pour faciliter leur travail. Cela signifie aussi que 1/3 de ces personnes ne sont pas satisfaites.

En 2024 la DARES a fait le point sur l'obligation d'emploi des travailleur-es handicapé-es, imposant aux entreprises

de plus de 20 salarié-es d'employer 6% de personnes handicapées. En 2023 ce taux d'emploi est de 5,66% dans la fonction publique et de 3,6% dans le privé. Le chemin est donc encore long. En outre ces chiffres doivent être relativisés dans la mesure où les entreprises ont le droit de faire travailler des personnes handicapées extérieures à l'entreprise, dans le cadre de sous-traitances par exemple et de les inclure dans ce chiffre. Alors même qu'elles ne sont pas embauchées par l'entreprise, donc. D'ailleurs si ces 6% sont déjà un premier pas, rappelons que le droit au travail est un droit fondamental est que toute personne doit pouvoir travailler si elle le souhaite. Nous refusons donc de nous cantonner à ce chiffre. Il faut que chaque personne puisse travailler librement, dans de bonnes conditions. Car rappelons-le, la population des personnes handicapées représente 7,5% de l'ensemble de la population d'âge actif. Et une partie de cette population est amenée à travailler en ESAT, dans lesquels le code du travail ne s'applique pas – le droit de grève et la possibilité d'adhérer à un syndicat n'y existent que depuis 2023, par exemple... Enfin il faut souligner à quel point les mesures visant à favoriser l'intégration professionnelle des personnes handicapées « en milieu ordinaire » sont des mascarades. Si l'État tient réellement à favoriser l'intégration professionnelle des personnes handicapées (comme le prévoit la loi pour le plein emploi qui vient d'entrer en vigueur), pourquoi d'un autre côté l'État avait-il aussi prévu une coupe budgétaire de plus de 100 millions d'euros dans le budget de l'AGEFIPH, dans le cadre de la loi de Finances 2025 (avant de revenir sur sa décision, face au tollé que cela a suscité) ?

Ainsi, à la CNT, nous revendiquons l'accès à l'emploi pour toutes les personnes handicapées, nous refusons qu'elles se voient cantonnées à certains postes et nous demandons de réels aménagements adaptés au besoin de chacune d'elles. Il est temps de mettre fin à ce modèle de société validiste. Nous donnons déjà assez de notre vie pour le travail, que cela soit au moins fait dans le respect des personnes et de leurs besoins.



« Tartagueule à la récré », comme l'ensemble des publications de la CNT, est rédigé et maquette par des militant-e-s après leur journée de travail. Notre syndicat, refusant toute bureaucratisation, fonctionne sans permanent-e-s et sur la base de la rotation des tâches, afin que chacun-e s'implique concrètement dans la vie du syndicat.

Pour rester en contact avec la CNT, recevoir des Tartagueule ou adhérer, envoyez-nous un mail à educ69@cnt-f.org

